

LES VISAGES DE JANUS: L'HISTORIOGRAPHIE ROUMAINE AU DEBUT DE SIECLE*

Alexandru-Florin Platon

Sans doute que la récente fin de siècle (et, à en croire les calculs les plus rigoureux, de millénaire) constitue une bonne occasion pour les réflexions rétrospectives. La coïncidence rarissime de la fin simultanée de deux interstices augmente considérablement la tentation, même si les historiens savent bien que les structures d'une civilisation tiennent rarement compte dans leur évolution de pareilles limites chronologiques. Bien qu'elle n'appartienne *stricto sensu* à aucune de ses structures, l'historiographie ne fait pas non plus exception à la règle. De cette perspective, le vrai moment du changement par lequel devrait commencer l'évolution n'est pas l'an 2001, mais décembre 1989. C'est à cette époque, à la veille de la dernière décennie du siècle passé, qu'un cycle a pris fin et qu'un autre a commencé, dont douze années se sont déjà écoulées. Pour l'historiographie roumaine, le nouveau millénaire n'est pas de date si récente.

C'est d'ailleurs le repère que nous nous sommes proposés de placer au centre de cet essai. Notre tentative se justifie non pas par l'absence des réflexions à caractère de bilan. Car, les dernières années, de telles tentatives n'ont pas manqué, même si elles ont été plutôt sporadiques, strictement individuelles et sans un appui programmatique de la part de la confrérie des historiens. Les réflexions souscrites par Șerban Papacostea à l'égard de l'évolution de l'écriture de l'histoire pendant la période communiste¹, l'"histoire sincère" du peuple roumain proposée par Florin Constantiniu², la critique radicale de la mythologie nationale entreprise par Lucian Boia³ – qui a déclenché un immense scandale, mais aucun débat vraiment consistant, consacré à l'esprit, aux concepts et aux méthodes qui ont orienté les dernières décennies l'historiographie roumaine – et, récemment, les analyses très pertinentes et exactes du même phénomène, de même que celles du statut de l'historien, faites par Gh. Platon⁴, Al Zub⁵ et Bogdan Murgescu⁶, tous ces efforts constituent à cet égard des preuves éloquents, mais – il faut le reconnaître avec regret – singulières. Ce n'est donc pas la carence des réflexions de ce type qui a inspiré les pages qui suivent. Ce qui nous a poussés à les écrire, c'est plutôt

* Versiunea românească a textului a apărut în *Anuarul Institutului de Cercetări Socio-Umane "Gheorghe Șincai"*, III-IV, 2000-2001, p. 7-23.

un désir d'intelligibilité. Ce n'est pas tant la période communiste qui nous intéresse ici (bien que celle-ci ne puisse pas être contournée), que surtout ce qui se passe *aujourd'hui* avec nous et autour de nous. Est-ce que les changements radicaux auxquels nous assistons depuis plus d'une décennie ont vraiment un sens? Est-ce que le désordre des faits quotidiens de toutes ces années laisse voir une certaine logique? Quels sont les défis qui confrontent actuellement l'histoire et les historiens et quelles en sont les implications sur cette profession en soi? Voilà quelques-unes des questions auxquelles les lignes qui suivent essaieront de répondre, n'en ayant pas d'autre prétention que celle d'un éclaircissement personnel.

Cette démarche réclame tout de même une comparaison, soit-elle minimale, avec la période pré-décembriste et même avec celle, beaucoup plus éloignée, d'avant la guerre, période qui demeure encore aujourd'hui pour beaucoup d'historiens de chez nous un objet de référence nostalgique. Pour ce faire, nous choisirons deux plans: l'un – conceptuel – méthodologique, l'autre – institutionnel, plans dont nous examinerons la "physionomie" par rapport à l'historiographie, tout le long des principales périodes qui ont marqué durant le XX^e siècle l'évolution de notre historiographie.

1. Nous commencerons par évoquer l'historiographie roumaine de l'entre-deux guerres, afin de rendre très nettement compréhensible le changement d'option opéré ultérieurement par le communisme.

2. Le deuxième intervalle pris en considération sera celui compris entre 1948 – 1964/68 qui coïncide dans l'évolution de l'historiographie romaine avec la période du stalinisme "dur et pur".

3. Le troisième moment auquel on fera référence ici c'est le tournant produit à la suite de l'avènement de Ceaușescu au pouvoir, moment caractérisé par la récupération de la dimension nationale de l'histoire, systématiquement occultée dans la période antérieure. Nous allons insister ici sur les multiples conséquences de ce changement, tant de la perspective de l'attitude des historiens roumains envers leur propre métier, qu'envers le régime communiste.

4. Nous finirons par un bref bilan de la situation actuelle, telle qu'elle se présente douze ans après la révolution de décembre 1989.

Il faut encore ajouter dans ce préambule que la structure ordonnatrice, fonction de laquelle peut être le mieux comprise l'évolution de l'historiographie roumaine – de même que celle de toute la culture – est constituée par le rapport entre l'élément autochtone et celui européen. Les inflexions en sont évidentes dans chacun des interstices mentionnés.

1. Après 1918, l'historiographie roumaine est entrée sous un signe qui ressemble à beaucoup d'égards à l'actuel cycle post-décembriste⁷. Délivrée, pour un temps, de la tyrannie du politique, et dans les nouvelles circonstances d'après la réalisation de l'unité de l'État, elle est devenue capable d'associer à l'ancienne dimension nationale – dans les limites de laquelle elle avait évolué lors de tout le

siècle précédent – une féconde dimension européenne, dans un équilibre et une symbiose on pourrait dire exemplaires.

Cet agencement n'était évidemment pas nouveau. Ses signes prémonitoires peuvent être détectés avant aussi, dans diverses circonstances. Sauf que, dans un siècle dominé jusqu'à l'obsession par l'idéal national, comme le XIX^e siècle l'avait été, l'ouverture totale de la culture autochtone vers l'Europe avait été mise en attente, sous la pression de l'urgence et de la priorité d'un programme politique auquel on avait tout subordonné. Comme il est bien connu, l'histoire, le passé dans un sens générique, a constitué partout en Europe Centrale et de l'Est, pendant le siècle des Lumières et celui du Romantisme, un facteur extrêmement important dans le processus de configuration de l'identité nationale des peuples de cette région. Les Roumains non plus ils n'ont pas fait exception à cette tendance, cherchant dans la redécouverte du propre passé un moyen de légitimation collective et de constitution des droits auxquels ils aspiraient. C'est une chose extrêmement importante à retenir, vu le fait qu'elle ait créé ce que l'on pourrait nommer un vrai paradigme : non seulement que l'histoire nationale a été investie par les élites du temps d'un rôle du premier ordre dans la coagulation et l'expression des solidarités collectives, lui ayant consacré un vrai culte. En égale mesure, ce que l'on s'est proposé de trouver dans le cadre de cette histoire, ç'a été tout d'abord les faits voués à attiser le patriotisme de la nation et à rendre celle-ci consciente de la nécessité de transgresser les divisions sociales et culturelles internes dans le but d'un idéal plus haut et commun, soit-il l'idéal national, l'indépendance ou la confrontation avec les ennemis réels ou imaginaires. Autrement dit, l'histoire s'est associée dès le début chez les Roumains (comme chez les autres nations de l'Europe Centrale et des Balkans) une forte dimension militante et donc inévitablement politique, ce qui excluait de sa sphère d'intérêt tout ce qui n'était pas conforme à son programme et à son but⁸. La dimension "autochtoniste" de l'historiographie roumaine a donc précédé la dimension européenne et a indiscutablement tenu le premier plan tout le long du XIX^e siècle, jusqu'avant la première guerre mondiale, même si la relation entre les deux éléments a connu des oscillations périodiques, des tensions et des disputes. Héritées en grande partie de l'époque de "Junimea", ces tensions et oscillations ont tendu parfois à défaire la relation entre *l'autochtonisme* et *l'esprit européen* dans ses directions composantes, n'ayant quand-même pas réussi à les séparer. En fait, ces directions ont continué de se nourrir réciproquement, puisque, si la première a été préoccupée, comme on l'a dit, par "*la restitution historique [et] par la récupération des valeurs anciennes*", la deuxième "*a entraîné des efforts non moins significatifs d'insertion de ces valeurs dans l'universalité*"⁹. Dans le nouveau cadre de l'après-guerre, la réalisation inattendue du programme national a enlevé, pour un certain temps, à la dimension autochtone de l'historiographie roumaine, la signification symbolique qu'elle avait eue jusqu'alors, laissant ainsi l'espace libre à l'affirmation de l'ouverture européenne. Il existe en ce sens des preuves indiscutables, qu'il s'agisse de la réception locale de certains courants en

vogue à l'Occident – comme par exemple l'histoire économique et sociale – ou de la création d'une infrastructure institutionnelle moderne et tout à fait européenne (les instituts d'histoire nationale et universelle, d'études turques, d'études classiques, etc.), en accord autant avec les nouveaux besoins du pays, qu'avec les exigences toujours plus grandes du domaine. On pourrait ajouter aussi l'exemple de la convergence parfaite du point de vue de la méthode et de la conception de l'histoire entre la plupart des historiens roumains et les historiens anglais ou français de l'époque, facile à apercevoir si on relit, par exemple, *La mer Noire (Marea Neagră)* de G.I. Brătianu¹⁰ et la fameuse *Méditerranée* de Fernand Braudel¹¹. Ce n'est qu'une des dizaines des preuves qui pourraient être invoquées à l'appui de ce synchronisme, mais qui montre combien l'historiographie roumaine était allée loin dans la voie d'une véritable intégration et affirmation européenne.

Malheureusement ce processus – comme on le sait si bien – n'a pu se dérouler jusqu'au bout. La période de l'entre-deux guerres s'est avoué pour la confrérie des historiens roumains, un interstice si fertile que bref. La détérioration du climat politique interne et international de la dernière partie de la quatrième décennie du XX^e siècle, la menace de la guerre et surtout la recrudescence du révisionnisme dont les victimes annoncées allaient être les nouveaux États constitués après 1918, tout cela a imposé aux historiens roumains de nouvelles préoccupations et priorités, situées dans un écart de plus en plus évident par rapport à l'époque antérieure. Dans le nouveau contexte, et pour réagir de manière adéquate aux défis de l'extérieur, l'histoire a réactivé sa traditionnelle vocation militaire, partiellement occultée lors de la décennie précédente. C'est surtout à la suite des événements tragiques de l'été de 1940 (quand la partie Nord de la Transylvanie et la Bessarabie ont dû être cédées à l'Hongrie, respectivement à l'U.R.S.S) qu'on a vu se multiplier les études et les synthèses concernant les problèmes majeurs du passé national (origine et formation du peuple roumain, le mouvement d'émancipation nationale des XVIII^e et XIX^e siècles, les droits historiques sur les provinces qui venaient d'être occupées), dont la réactualisation, à l'usage du public étranger, était considérée comme essentielle dans la perspective de la future réorganisation de l'après-guerre. Dans les circonstances extrêmement graves du moment, qui avaient déterminé d'autre part la réduction au minimum des contacts avec les milieux internationaux, l'historiographie roumaine est ainsi revenue à l'ancienne obsession nationale du siècle précédent, s'éloignant de la dimension européenne qui lui avait tant servi jusqu'alors. L'équilibre symbiotique entre les deux côtés établi après 1918 a été brisé, et cette rupture allait se montrer par la suite – bien que personne ne le supposât à l'époque – de très longue durée.

2. L'instauration du régime communiste au début de 1948, à la suite d'une période de trois ans de transition vers le totalitarisme (1944-1947), a complètement changé la face du pays, et il en fut de même pour l'histoire et l'historiographie. Sous prétexte de rendre le passé plus "scientifique", le nouveau pouvoir a

vite procédé à la réécriture intégrale de celui-ci, le situant abusivement sous le nouveau paradigme de la lutte de classe et en lui ajoutant toutes les (fausses) données qu'il fallait afin de légitimer à la fois le gouvernement installé par les armées soviétiques et la nouvelle orientation politique de la Roumanie vers l'Est. D'autre part, étant conscient de la puissance affective de la mémoire, le régime a pris soin d'éliminer du texte écrit tout ce qui eût pu rappeler les états de choses si détestés du passé. La réécriture intégrale de l'histoire a ainsi évolué du pair avec les ciseaux de la censure, faisant disparaître des bibliothèques les livres qui ne convenaient plus, sélectionnant soigneusement ceux qui, tout de même, "allaient" ou en produisant du jour au lendemain d'autres, nouveaux, faisant passer les valeurs par une grille de sélection truquée d'avance. L'histoire de l'U.R.S.S. et celle du parti bolchevik – offerte par le pouvoir, en compensation à tout ce que celui-ci avait dévalué – sont devenus les principaux objets d'étude de l'enseignement de tout type, et avec le marxisme – discipline d'étude inventée *ad-hoc* mais vouée à une grande longévité – la pierre de touche de nombreux destins à l'époque et beaucoup de temps après.

Non seulement que tout contact avec l'étranger était devenu impossible, mais – fait sans précédent – l'histoire même semblait maintenant être menacée par la perte d'identité et de sa raison d'être : l'esprit national. Préparé par la destruction des institutions créées avec tant d'effort avant la guerre, et par l'annulation de toutes les revues correspondantes, le processus de dés-nationalisation s'est manifesté aussi par la destruction de nombreux monuments du passé.

La nouvelle époque avait besoin d'une histoire nouvelle.

Il est difficile de dire tous les maux auxquels se sont confrontés les historiens roumains pendant cette période. De toute façon, il est certain que les survivants de la première il est certain que les survivants de la première vague d'épurations (1947-1950) ont partagé le sort de tout le monde en cette période accablante, finissant par se rallier – avec résignation – au nouveau cadre, au moment où ils avaient compris pareils aux autres – qu'il n'y avait plus rien à faire.

3. Leur adhésion définitive au régime – comme d'ailleurs celle de toute la société – ne s'est pas produite tout de suite, mais seulement après 1964, date à laquelle a commencé en Roumanie un lent virage nationaliste, en accord avec la séparation du régime de Bucarest de l'U.R.S.S. (une séparation qui n'a jamais dépassé le seuil d'une autonomie limitée, puisque, de point de vue économique, les communistes roumains ont continué d'être jusqu'à la fin étroitement liés à la nomenclature moscovite).

Afin de comprendre comment les choses se sont passées en réalité, il ne faut pas oublier d'abord que c'était la période où l'histoire se montrait à nouveau en plein jour, au bout de deux décennies d'une dépersonnalisation extrême, et, que, en second lieu, le caractère fort répressif surtout au début du nouveau pouvoir avait modelé les consciences beaucoup plus qu'on ne pouvait l'imaginer. Dans

ces conditions, le tournant nationaliste esquissé en 1964 par Gheorghiu-Dej et mis à son terme par Ceaușescu en 1968 a été unanimement ressenti par les historiens comme une vraie délivrance. Ayant obtenu d'un seul coup l'adhésion de la société, qu'il avait tant convoité jusqu'alors, le régime communiste s'est retourné vers l'histoire nationale si méprisée jusqu'alors, ayant compris que celle-ci était dans les nouvelles circonstances l'unique modalité de lui assurer non seulement la crédibilité, mais somme toute, la survie politique.

La récupération des origines, la possibilité de repenser intégralement la durée, par l'annulation des découpages arbitraires du passé et – comme un corollaire de toute la réévaluation de l'histoire – le renforcement de la particularité de l'évolution unitaire sont devenues quelques-unes des lignes de force du nouveau discours historiographique, mettant aussi les bases d'un programme de recherche auquel presque tous les historiens ont souscrit. Même si le parti communiste s'est habilement servi de la nouvelle direction afin de se forger un passé honorable et de l'insérer de travers dans l'évolution historique, en lui conférant ainsi une auréole organiciste, le compromis n'ait pas paru aux spécialistes roumains si grave qu'il ne puisse être accepté, du moment où, au prix de cette apparemment minime concession, on leur offrait la possibilité de remettre leur discipline en ses droits naturels, et de continuer leurs projets qui avaient traîné si longtemps. Tout le monde avait compris qu'une nouvelle époque s'ouvrait pour l'historiographie nationale et que ses favorables auspices devaient être au plus vite exploités et de la meilleure manière.

C'est vrai que tout ce qu'on a réalisé dans cette période de point de vue quantitatif ne se retrouve pas du côté de la qualité. Des textes essentiels et des contributions remarquables voisinent avec des improvisations velléitaires et des productions mineures. D'autre part, la situation de l'histoire au premier plan du discours officiel n'a pas été doublée d'une liberté d'expression équivalente. On pourrait même dire qu'on a assisté de ce point de vue à un phénomène contraire : plus l'histoire était invoquée par le régime, plus sa surveillance devenait rigoureuse.

C'est surtout dans la décennie d'avant 1989 que la politisation excessive de la discipline a continuellement limité les principales directions de recherche, non sans restreindre en même temps les possibilités d'expression individuelles. Pareil à la littérature (et surtout au roman) où le double langage a été durant toutes ces années une règle préétablie, l'histoire a utilisé à son tour et avec succès le même procédé, puisque, si rien ne bloquait, au moins formellement, la déviation du texte prononcé vers certains sujets interdits (le procédé étant tacitement encouragé), tout texte écrit faisait l'objet d'un contrôle sévère, aucune des questions soi-disant "délicates" du passé ne pouvant être évoquée sans l'accord du pouvoir et, éventuellement sous forme allusive.

Malgré tous ces inconvénients, on ne pourrait pas dire que les résultats obtenus n'ont pas été significatifs. Une nouvelle historiographie, basée sur le facteur national, s'est développée les trente-cinq dernières années, constituant à

coup sûr non seulement une importante acquisition scientifique, mais, dans les circonstances actuelles où nous écrivons, un bon point de départ pour d'explorations plus subtiles, en accord avec les perspectives et les méthodes propres à l'historiographie "euro-atlantique". D'autre part, les recherches d'histoire sociale – inspirées par les affinités de classes du marxisme – se sont concrétisées dans des contributions non moins importantes sur l'histoire de la paysannerie et des rapports sociaux du monde rural à l'époque de transition du Moyen Âge à l'époque moderne, fort pertinentes pour la maturité à laquelle l'historiographie roumaine était parvenue à l'époque. Les livres de David Prodan sont, de ce point de vue, fondamentaux et – on peut le répéter – difficiles à égaler.

Mais on peut se demander si tous ces résultats se sont situés au niveau des exigences les plus modernes du temps? Autrement dit, est-ce qu'ils attestent, pendant ces années du régime communiste, un consensus, fut-il partial, avec l'évolution de l'historiographie européenne? La réponse en est, à notre avis, négative, à cause principalement de la pauvreté des contacts avec l'étranger et de l'impossibilité grandissante d'avoir un accès riche et permanent aux informations scientifiques.

Il n'est donc pas si étonnant que, dans l'isolement qui allait toujours croissant dans la période d'avant 1989, la communauté des historiens roumains est restée, en général, étrangère aux débats conceptuels et méthodologiques de la culture européenne, aux renouvellements épistémologiques de la science de l'histoire ou même à l'élémentaire possibilité d'un accès permanent à l'information.

À l'exception de quelques tentatives isolées, l'écho des transformations scientifiques de l'Occident n'a suscité chez nous aucune réflexion indépendante, aucun débat collectif, aucun programme commun de travail ou quelque réaction que ce soit. C'est pour la même raison que le paradigme marxiste de la recherche est toujours resté en vigueur, continuant d'être formellement respectée, même si son finalisme intrinsèque, sa préférence pour les catégories larges, non différenciées dans l'analyse sociale et politique, ont fait voir une inadéquation croissante aux rigueurs de l'interdisciplinarité et aux modalités plus subtiles d'investigation, spécifiques aux nouveaux domaines de l'histoire: l'anthropologie historique et culturelle, l'histoire des élites, etc.

D'autre part, la reconversion sur le facteur national, opérée par l'ancien régime communiste vers la moitié de la septième décennie, a eu – de manière apparemment paradoxale – le même effet, ayant limité les possibilités de notre historiographie de s'ouvrir aussi vers d'autres méthodes et domaines du passé (la vie quotidienne, l'imaginaire collectif), plus difficiles à ajuster à une pareille problématique.

Nous ne voulons pas reprendre ici une discussion largement présentée ailleurs¹², dans le but d'expliquer comment est-on arrivé à cette reconversion nationale de l'historiographie roumaine et quels effets a-t-elle eu sur la recherche historique. Pour le but que nous sommes assigné dans ces pages, il suffit de rappeler que, de notre point de vue, ce n'est pas cette perspective nationale, en

soi, qui nous semble critiquable, mais son utilisation comme instrument politique¹³, de même que l'exclusivisme avec lequel – pour diverses raisons – elle a été embrassée. En second lieu, il faut dire que la coïncidence sur ce plan entre les intérêts politiques du régime et ceux scientifiques des historiens a eu, au-delà du rapport encore plus serré des historiens à la sphère de domination du pouvoir, certaines conséquences positives pour la discipline de l'histoire et pour le statut symbolique et institutionnel de ses pratiquants. Rappelons-nous par exemple de la transformation de l'histoire en un objet d'étude privilégié à l'école et à l'université, du soutien généreux (au moins jusqu'au début des années '60) des recherches archéologiques et des revues de spécialité ou de la présence constante et massive des historiens dans la vie publique de temps, dans leur qualité de co-auteurs (ou seulement émetteurs) d'un discours identitaire où le passé constituait une véritable pierre de touche. C'est très clair que tout a eu un prix à payer – le prix du silence – et ceux qui l'ont accepté ont été très nombreux.

Mais pour la majeure partie, ce prix semblait être compensé par la certitude d'une position sociale et institutionnelle stable et influente, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leur discipline. Il serait cependant injuste de mettre cette adhésion de la communauté des historiens à la politique de parti seulement sur le compte de mesquins calculs d'opportunité. En réalité, ces calculs sont beaucoup plus complexes et pas toujours faciles à systématiser. Certainement, un rôle important a été joué ici par la dissociation que la majeure partie des honnêtes gens de la communauté a opérée entre la profession proprement-dite et la propagande de parti: en pratiquant l'histoire nationale, la plupart de nos spécialistes éprouvaient la conviction qu'ils faisaient effectivement leur métier, tout en servant une cause au-delà de toutes contingences et qu'ils ne jouaient pas le jeu du régime. Ce qui a encore compté – au-delà du fait que la récupération de la dimension nationale du passé avait associé au communisme un nimbe de légitimité qui décourageait toute opposition évidente – c'est aussi l'impression, non point dépourvue de bien-fondé, conformément à laquelle la valorisation nationale de l'histoire semblait d'autant plus organiquement et naturellement associée au parti communiste qui l'avait remise en ses droits après 1965/68, que de cette façon on avait recouvré la prestigieuse tradition des XVIII^e et XIX^e siècles, qui avait fait de cette discipline son livre de chevet. Se révolter donc alors contre un régime qui avait remis le passé national en ses droits normaux constituait un acte lourd à assumer et, de point de vue psychologique, pratiquement impossible.

4. Aujourd'hui, douze ans après la chute du régime en 1989, le statut de l'histoire et de ses pratiquants se trouve, à de nombreux points de vue, à l'antipode de la période précédente. En tout cas, ce statut passe par un changement radical dont le point terminus est encore difficile à apercevoir. L'interprétation optimiste de ce changement peut certainement invoquer beaucoup de signes encourageants. La disparition de la censure, par exemple, permet maintenant une totale liberté d'expression, ouvrant à la recherche des possibilités illimitées

d'affirmation, à commencer même avec l'histoire la plus récente qui a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses explorations. D'autres part, les positions institutionnelles de l'histoire semblent s'être beaucoup améliorées, tant par la multiplication des facultés de profil et l'augmentation du chiffre d'étudiants, que par l'intégration dans des instituts et des universités d'une nouvelle génération de spécialistes, capable d'assumer, avec toute la rigueur exigée, les responsabilités de la profession. Les contacts internationaux se sont aussi amplifiés et diversifiés, facilitant, à un point jusqu'ici inconnu, la libre circulation des gens, l'élaboration de projets communs et, en premier lieu, les stratégies de formation et de recherche presque absentes (ou extrêmement rares) aux années précédentes. De plus, dans le cadre de la communauté des historiens, les hiérarchies ont été, en grande partie, reconstruites, selon le critère de la compétence, ce qui a ramené au devant de la scène des professionnels de haut talent et de caractère, pour remplacer – comme il était naturel – les anciens fonctionnaires idéologiques.

Mais, il y a aussi un revers de la médaille, de nature à inspirer, à notre opinion, de sérieuses inquiétudes. Il est vrai, par exemple, que les circonstances des dernières années ont favorisé les progrès de la recherche, mais cela s'est reflété plutôt dans le niveau quantitatif que dans celui qualitatif. Nous ne pensons pas seulement à l'abondance de productions historiographiques sous-médiocres parues pendant toutes ces années, dont la multiplication a été encouragée par l'abandon de l'esprit critique et par l'absence de décision dans l'élaboration et l'application de standards de valeurs nettes. Au fond, une telle évolution était prévisible dans les conditions où la promotion académique dépend encore non seulement de la qualité des livres et des études publiés, mais aussi de leur quantité (bien que, correctement parlant, nous devions reconnaître qu'un critère quantitatif ne peut manquer aux grilles d'évaluation).

Nous pensons tout d'abord au fait que la liberté d'expression s'est traduite dans le plan historiographique par le droit de quiconque d'écrire n'importe quoi et surtout n'importe comment, sans aucune responsabilité, pour ne plus parler de bonne foi ou de rigueur professionnelle, qualités si importantes tout de même dans une profession telle que la nôtre. Ces carences nous semblent évidentes surtout dans la manière dont on a analysé lors des dernières années le mouvement d'extrême droite (ou "légionnaire") et le régime de Ion Antonescu, au sujet desquels on a écrit avec beaucoup de parti-pris apologétique, ce qui n'a pas contribué à une meilleure compréhension de ces problèmes soit occultés, soit traités d'une façon nettement nationaliste par le régime passé. C'est aussi la raison pour laquelle, malgré douze ans de liberté politique et malgré un accès beaucoup plus large aux documents internes et externes, la seule monographie solide consacrée au phénomène de l'extrême droite dans la société roumaine n'appartient pas à un historien roumain mais à un étranger. Il s'appelle Armin Heinen¹⁴. Les exemples de ce genre sont forts nombreux et ils en disent long sur le dilettan-

tisme qui se fraie à cette heure son chemin dans l'historiographie, profitant de la sus-dite débilite de l'esprit critique. Pour ne plus parler, hélas, d'imposture.

Ce qui est incomparablement plus dramatique c'est le fait que cette croissance exponentielle de la production historiographique ne se double pas d'un renouvellement conceptuel et méthodologique fort nécessaire après une si longue période de figement épistémologique. En fait, il aurait été plus correct de dire non pas "renouvellement", mais "construction", pour autant que la dimension théorique de notre historiographie sous le communisme ait été – pour des raisons mentionnées dans la section précédente – toujours déficitaire. Paradoxalement, les liens de la dernière période avec les milieux académiques internationaux n'ont pas réussi non plus à imposer une pareille orientation autrement que de manière marginale bien que, normalement, cela eût dû se produire. Au bout de plus d'une décennie de liberté, notre recherche historique reste donc éminemment empirique, malgré toutes les tentatives, assurément méritoires et encourageantes, de valoriser chez nous aussi, par rapport à notre documentation, les suggestions thématiques et méthodologiques des historiographies voisines.

Et pourtant, à une première vue, cette pauvreté théorique aurait eu toutes les conditions pour être, sinon évitée, au moins limitée avec le temps par le développement spectaculaire – après 1989 – de l'enseignement historique universitaire. Le fait que, à la différence de la période précédente, lorsqu'il n'y avait que trois facultés d'histoire qui donnaient environ 100 diplômés chaque année, aujourd'hui on compte 15 facultés (d'État et privés) avec plus de mille diplômés¹⁵, en est, de ce point de vue, la preuve la plus éloquente. Malheureusement à ce chapitre institutionnel non plus l'évolution quantitative n'a pas été renforcée par un changement quantitatif. Laissant de côté les personnes qui illustrent après 1989 la discipline de l'histoire dans les nouveaux centres d'enseignement supérieur, et tenant compte seulement des conditions nécessaires à une pareille démarche (bibliothèques, centres de documentation, musées, etc.) il est évident que les nouvelles universités ne peuvent pas assurer une formation compétitive. Les contraintes financières jouent ici comme partout ailleurs un rôle immense, mais elles ne sont pas les seules (quoique de loin les plus graves). Il serait tout de même profondément injuste de mettre la dramatique diminution de la qualité de l'enseignement historique dans les Universités seulement sur le compte de ce coefficient d'augmentation. Les vieilles Universités, n'en ont pas été, elles non plus, exemptes, ce phénomène tendant parfois à prendre des proportions alarmantes. Les explications en sont multiples et ne tiennent pas seulement à la qualité des personnes ou à leur éthique professionnelle. En réalité, on a à faire ici à un vrai "réseau" de causes qui se tissent et s'influencent réciproquement, mais qui ne sont pas toujours faciles à cerner en leurs dimensions réelles. Nous allons découper de ce "puzzle" seul un petit fragment, afin de faire voir leurs ramifications.

Il faut d'abord dire que les exigences financières dont on vient de parler ont contraint toutes les facultés à augmenter de façon substantielle le nombre de leurs étudiants, dans les conditions où celle-ci était la seule possibilité d'obtenir des revenus supplémentaires, en dehors du budget d'État. L'enseignement à taxes, récemment mis en place, a eu les mêmes effets, faisant augmenter les effectifs des étudiants au-delà du seuil auquel on pouvait assurer une corrélation acceptable avec la base matérielle de l'institution et avec les possibilités physiques du corps enseignant. Comme suite à toutes ces augmentations, celle du nombre des heures de cours qui en a résulté (heures payées, mal payées ou non-payées) a non seulement rendu de plus en plus difficile le dialogue avec les étudiants, mais elle a aussi compromis les chances d'une formation de spécialité "personnalisée" et de qualité, dans le contexte d'un enseignement universitaire à une tendance de masse de plus en plus prononcée.

Le drame de cette situation a été d'autant plus marqué que cette multiplication des effectifs n'a pas été accompagnée – comme il aurait été nécessaire – par la reconfiguration correspondante des curricula. Pour une bonne période, celles-ci sont restées inchangées, ce qui a encore aggravé le déficit de qualité. Pour ne plus parler ici du cumul de normes, tant dans l'enseignement d'État que dans le privé (pour des raisons – hélas! – toujours financières) qui a eu le même effet, enlevant aux professeurs le temps nécessaire à un travail soutenu et de haute qualité. Un prix semblable a dû être payé, quelque bizarre que cela puisse paraître, pour pouvoir assumer les responsabilités qui résultaient des nouveaux impératifs du statut académique. Avant 1989, ce que nous appelons aujourd'hui le côté administratif ou "managérial" de l'enseignement se réduisait à une fonction sinon décorative, alors certainement exécutive, dans la mesure où la marge d'action de ceux investis de pareilles responsabilités (doyens, chefs de départements) était sévèrement limitée, et réduite le plus souvent à la mise en œuvre des décisions du parti communiste. La révolution de décembre 1989 a apporté, de ce côté aussi, des changements radicaux. La loi sur l'autonomie universitaire, l'apparition des programmes internationaux de financement de l'enseignement académique, les nouvelles opportunités apparues à la suite de la coopération avec les milieux académiques de l'étranger – bref, ce que nous nommons par un seul mot (souvent démonétisé) "réforme", a mis les enseignants dans la situation de devenir, tout d'un coup, directeurs de projets, directeurs de programmes et des "bâtisseurs" institutionnels, tout cela représentant des responsabilités pour lesquelles personne ne les avait préparés auparavant. Les effets de cette situation ont été divers, mais pas toujours positifs. Il est vrai qu'il y a des enseignants qui ont atteint des performances remarquables de ce point de vue, s'étant découvert de vraies vocations de réformateurs. A long terme, cependant, la dé-professionnalisation demeure pour nous tous une grave menace, dans les conditions où la complexité et le nombre toujours croissant des sollicitations administratives réclament un investissement de temps et d'effort qui ne laisse plus aux personnes concernées par ces projets et travaux la possibilité de se consacrer avec la même

énergie aux projets d'enseignement et de recherche. Or – on ne doit pas l'oublier – les critères de promotion dans le système académique sont élaborés (et à bonne raison) non pas en fonction des activités administratives, quelque méritoires qu'elles soient, mais de la réalisation de ces projets. C'est pourquoi à ce moment en Roumanie le choix auquel se confrontent les universitaires a un caractère si dramatique et essentiel à la fois: non seulement parce que les deux termes de l'option (science vs administration) sont, dans les circonstances actuelles, également importants, mais aussi parce que ce choix, une fois opéré, a toutes les chances de rester définitif. Cela nous apparaît comme un des dilemmes quasi-insolubles de notre temps. C'est à la fois un des facteurs de la dépréciation qualitative de l'enseignement supérieur.

Pour compléter ce tableau, il faut encore ajouter que les difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les historiens (avec des répercussions sur l'historiographie) sont aggravées aussi par une transformation d'ordre symbolique: la perte de leur prééminence dans l'édification du discours identitaire et la position de second rang dans la compétition académique et de *status* avec les nouvelles disciplines humaines ravivées ou apparues après 1989: la sociologie, la psychologie et surtout les sciences politiques. Nous ne voulons pas trop insister la-dessus, bien que cet angle soit à lui seul suffisamment important pour pouvoir associer aux avatars contemporains de l'histoire un plus d'intelligibilité.

Comme tous les domaines de la transition, l'histoire et l'historiographie ont, eux aussi, un double visage, qui défie les caractérisations trop tranchantes et les bilans précis. En fait, ce n'est pas d'une "transition" qu'il s'agit ici (ce terme supposant une durée limitée), mais de la construction hésitante d'une nouvelle société, d'un nouveau système politique et d'une nouvelle culture (en sens anthropologique), tous les trois étant des processus qui rappellent la modernisation commencée lors de la seconde moitié du XIX^e siècle et qui, dorénavant, ont toutes les chances de s'étendre au moins sur l'espace d'une génération. Cette ressemblance nous semble tenir de plusieurs points de vue. À l'époque, tout comme aujourd'hui, l'édification du nouveau système s'est fait avec les gens de l'ancien système. Aujourd'hui, comme alors, les *formes* tendent à avoir une nette prééminence sur le *fond* et même à le créer. À l'époque, comme de nos jours, la force motrice de cette construction est moins représentée par les initiatives individuelles et par la pression sociale exercée d' "en bas", que par les injonctions d'en haut, celles du législateur.

Enfin, aujourd'hui comme autrefois, le résultat global, mais encore provisoire de cet immense processus, c'est ce que l'on pourrait nommer une "société de transition" (non pas en sens chronologique, mais structural) où l' "ancien" et le "nouveau", le définitif et le provisoire, l'essentiel et l'accessoire se côtoient et se mêlent à tous les niveaux et dans toutes les hypostases. Notre discipline, pouvait-elle se soustraire à cette ambiance? Aurait-elle pu avoir un autre visage? Nous sommes enclins à croire que non.

- 1 *Captive Clio: Romanian Historiography under Communist Rule*, "European History Quarterly", vol. 26 (1996), pp. 181-209.
- 2 *O istorie sinceră a poporului român (Une histoire sincère du peuple roumain)*, Bucarest, Ed. Univers Enciclopedic, 1997.
- 3 *Istorie și mit în conștiința românească (Histoire et mythe dans la conscience roumaine)*, Bucarest, Humanitas, 1997 (la 2^{ème} édition est parue en 2000).
- 4 *La société roumaine et la gestion du passé historique*, "Nouvelles Études d'Histoire", X, 2000. Publiées à l'occasion du XIX^e Congrès International des Sciences Historiques, Oslo 2000, pp. 43-53.
- 5 *Orizont închis. Istoriografia română sub dictatură (Horizon clos. L'historiographie roumaine sous la dictature)*, Iași, Institutul European, 2000.
- 6 *A fi istoric în anul 2000 (Être historien en l'an 2000)*, Bucarest, Ed. ALL Educațional, 2000.
- 7 Pour les considérations qui suivent, voir aussi nos textes, *Valorizare națională și deschidere europeană în istoriografie. Cazul românesc (Valorisation nationale et ouverture européenne en historiographie. Le cas roumain)*, "Dacia Literară", N^{os} 1-2/1991, 1-2/1992 et *Despre desincronizarea discursului istoriografic (Sur la désynchronisation du discours historiographique)*, "Xenopoliana", I, Iași, 1993, 1-4.
- 8 Pour ce qui est de cette fonction de l'histoire chez les Roumains et, en général, chez toutes les nations de l'Europe Centrale et de sud-est, voir Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Les Éditions du Seuil, 1999.
- 9 Ces informations et celles qui suivent, chez Al. Zub, *Istorie și istorici în România interbelică (Histoire et historiens en Roumanie de l'entre-deux guerres)*, Iași, Junimea, 1989, *passim*.
- 10 G. I. Brătianu, *La mer Noire. Des origines à la conquête ottomane*, Paris, 1969 (avec deux éditions roumaines, dans la traduction de Michaela Spinei et annotées par Victor Spinei, Bucarest, 1988 et Iași 2000).
- 11 Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 1^{ère} éd, Paris, 1949 (une édition roumaine est parue en 1985-1986). Pour ce qui est de la similitude de forme et de conception entre les deux monographies, voir aussi notre étude, *Gheorghe I. Brătianu et Fernand Braudel, "La mer Noire" et "La Méditerranée": Parallélismes et convergences*, "Revue des Études Roumaines", XVII-XVIII, Paris-Iași, 1993, pp. 73-83.
- 12 Voir Alexandru-Florin Platon, *Despre desincronizarea discursului istoriografic (Sur la désynchronisation du discours historiographique)...*, *loc. cit.*, *passim*.
- 13 Cette manipulation politique ne doit être imputée à tous les historiens, mais, tout au plus, à ceux parmi eux qui faisaient de façon délibérée et ostentatoire le jeu du pouvoir, par les fonctions qu'ils détenaient dans l'appareil idéologique et de propagande du parti.
- 14 *Legiunea "Arhanghelului Mihail". O contribuție la problema fascismului internațional (La légion de l'Archange Michel. Une contribution au problème du fascisme international)*. Traduction de l'allemand en roumain par Cornelia et Delia Eșianu. Contrôle scientifique, Florea Ioncioaia, Bucarest, Humanitas, 1999 (la version originale, en allemand, est parue à Munich, en 1986).
- 15 Voir Bogdan Murgescu, *op. cit.*, p. 95.